



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**  
**COMMUNE D'AUDERGHEM**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

**Présents**

Jean-Claude Vitoux, *Président* ;  
Christophe Magdalijns, *Bourgmestre f.f.* ;  
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Pascale Despineto, Dirk Hoomaert, *Échevin(e)s* ;  
Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Marc Vandame, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Valérie Schneider, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Valérie Cops, *Échevin(e)* ;  
Véronique Artus, Didier Molders, Suat Kuraoglu, André Decourrière, Iliassou Amadou Moumouni, *Conseillers communaux*.

**Séance du 30.11.17**

---

**#Objet : Modification du Règlement-redevance relatif à la politique communale de stationnement en espace public.#**

---

Séance publique

**Mobilité**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Nouvelle Loi communale, l'article 117 ;

Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière;

Vu l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles Capitale, modifié par l'Ordonnance du 20 juillet 2016 ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière, modifiée par l'Ordonnance du 20 juillet 2016\* ;

Vu l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route);

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement,

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés;

Vu l'Arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées;

Vu l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins :

ARRETE :

Le règlement délibéré par le Conseil communal du 19 décembre 2013 est remplacé comme suit :

## **Règlement-redevance relatif à la politique communale de stationnement en espace public**

### TITRE I.- DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### CHAPITRE I.- CHAMP D'APPLICATION DU RÈGLEMENT COMMUNAL DE STATIONNEMENT

Article 1 : Le présent règlement est applicable à tout véhicule à moteur.

Article 2 : Le règlement est applicable sur toute voie publique et en tout lieu public au sens de la loi sur la circulation routière et au sens du Code de la route.

#### CHAPITRE II.- DÉFINITIONS

Article 3 : Pour l'application du présent règlement, il est entendu par :

1° Administration : Bruxelles Mobilité.

2° Agence du stationnement : l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles- Capitale, telle que définie dans le Chapitre VI de l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale.

3° Cartes de dérogation : les cartes de dérogation visées par l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses arrêtés d'exécution, étant entendu que les cartes de dérogation peuvent être « physiques » ou « virtuelles » ;

4° Disque de stationnement : le disque de stationnement visé à l'article 27.1.1. de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et défini à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 1er décembre 1975 déterminant les caractéristiques de certains disques, signalisations et plaques (marques d'immatriculation) prescrits par le règlement général sur la police de la circulation routière.

5° Entreprises et indépendants : la personne ou l'entreprise ayant son siège social ou d'exploitation, dans l'une des 19 communes bruxelloises. Par 'personne', il y a lieu d'entendre le titulaire d'une profession libérale ou l'indépendant. Par 'entreprise', il y a lieu d'entendre toute personne morale quel que soit son statut.

6° Etablissement d'enseignement : tout établissement organisé, reconnu ou subventionné par une communauté et les crèches publiques ou qui appliquent des tarifs liés au revenu, implantés dans l'une des 19 communes bruxelloises.

7° Ménage : le ménage est constitué soit par une personne vivant habituellement seule, soit par deux ou plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de parenté, partagent la même résidence principale. La composition du ménage est attestée par une composition de ménage.

8° Période de stationnement : période de 4 heures 30 minutes qui débute à compter de la délivrance de l'invitation à payer une redevance forfaitaire. Cette durée est conservée même en cas d'extension ou de réduction de la période payante.

9° Secteur de stationnement : la zone géographique qui délimite les voies sur lesquelles la carte de dérogation est valable.

10° Voitures partagées : les véhicules des opérateurs de carsharing au sens de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés, et ses modifications ultérieures.

11° Zones : un ensemble de rues dans lequel un règlement spécifique de stationnement est d'application et dont le commencement ou l'accès ainsi que la fin sont indiqués par un signal auquel la validité zonale a été conférée comme prévu à l'article 65.5 du Code de la route.

Des rappels ne sont pas obligatoires et doivent rester exceptionnels sous peine que leur multiplication entraîne le même nombre de signaux que le système classique où ils sont répétés à tous les carrefours.

12° Zones bleues : zone dans laquelle, sauf dérogation, tout utilisateur d'un emplacement de stationnement

est tenu de respecter la durée limitée de stationnement au moyen d'un disque de stationnement conformément à l'article 27 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, sous peine d'être soumis à la redevance de stationnement visée à l'article 6.

13° Redevance : montant dû pour l'utilisation d'une place de stationnement au-delà du temps requis pour l'embarquement ou le débarquement de personnes ou de choses au sens de l'article 2.23 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.

14° Zone de Police : une des six zones de la Police locale de la Région de Bruxelles-Capitale qui regroupe plusieurs communes.

15° Second lieu de résidence ou résidence secondaire : une résidence secondaire sur le territoire de la Commune pour laquelle le propriétaire s'acquitte de la taxe communale sur les secondes résidences.

## TITRE II.- ZONES REGLEMENTÉES

### CHAPITRE I.- TYPES DE ZONE

#### Section 1.- Zone bleue

##### Sous-section 1.- Durée

Article 4 : La durée de stationnement autorisée est de maximum 2 heures du lundi au samedi inclus, sauf si des modalités particulières sont indiquées sur la signalisation.

##### Sous-section 2.- Montant

Article 5 : Le stationnement en zone bleue est gratuit pour la durée du temps de stationnement autorisé moyennant l'utilisation du disque de stationnement.

Article 6 : Le montant de la redevance forfaitaire, en cas d'absence de carte de dérogation valable pour ce type de zone et/ou secteur de stationnement, du disque bleu et/ou de dépassement de la durée autorisée par le disque bleu ou encore de l'usage erroné du disque bleu est de 25 euros par période de stationnement.

#### Section 2.- Zone de livraison

##### Sous-section 1.- Montant

Article 7 : Le montant de la redevance forfaitaire en cas de stationnement dans ce type de zone est de 100 euros par période de stationnement.

##### Sous-section 2.- Horaire

Article 8 : La réglementation de la zone de livraison est appliquée selon les modalités précisées sur la signalisation routière.

#### Section 3.- La zone « emplacement réservé »

##### Sous-section 1.- Montant

Article 9 : Le montant de la redevance forfaitaire sans l'apposition de la carte de dérogation appropriée à cette zone est de 25 euros par période de stationnement.

#### Section 4.- Zone 'kiss & ride'

##### Sous-section 1.- Durée

Article 10 : Le temps de stationnement maximum autorisé est celui indiqué sur la signalisation routière prévue à cet effet.

##### Sous-section 2.- Montant

Article 11 : Le montant de la redevance forfaitaire en cas de dépassement du temps repris sur la signalisation routière prévue à cet effet est de 100 euros par période de stationnement.

## CHAPITRE II.- PROCÉDURE DE RECOUVREMENT

Article 12 : La redevance forfaitaire est acquittée dans un délai de cinq jours à dater de l'invitation à payer.

Article 13 : A défaut de paiement intégral dans ce délai, un premier rappel gratuit est envoyé.

Article 14 : Si un deuxième rappel s'avère nécessaire, la redevance est majorée de 15 euros.

Article 15 : En cas de non-paiement persistant, le recouvrement de la redevance sera poursuivi par la voie civile légale.

Article 16 : Les frais, droits et débours occasionnés dans toutes les phases du recouvrement des montants dus sont à charge du débiteur.

Article 17 : Conformément à l'article 17 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière, la redevance est due par le titulaire du numéro de la plaque d'immatriculation.

Article 18 : Le Collège des Bourgmestre et Échevins est compétent pour connaître des réclamations de la part des citoyens.

### TITRE III.- CARTES DE DÉROGATION

#### CHAPITRE I.- CARTES DE DÉROGATION DÉLIVRÉES PAR LA COMMUNE

##### Section 1.- Dispositions communes

Article 19 : Les cartes de dérogation ci-après peuvent être accordées sur demande à la commune. Néanmoins, la commune a la possibilité de limiter le nombre de cartes de dérogation valables sur son territoire.

Article 20 : La carte de dérogation ne sera accordée qu'après paiement en une fois du montant intégral et pour autant que le demandeur remplisse toutes les conditions d'octroi et qu'il en ait apporté la preuve. Dans tous les cas, les cartes de dérogation ne sont effectives que le lendemain de leur enregistrement.

Article 21 : La carte de dérogation n'est valable que pour la marque d'immatriculation et le(s) secteur(s) attribués lors de l'enregistrement.

Article 22 : Pour obtenir un changement de marque d'immatriculation durant la validité de la carte, ceci ne pourra se faire qu'après examen des circonstances particulières le justifiant. Le cas échéant, le bénéficiaire d'une carte de dérogation doit immédiatement informer la commune du changement.

Article 23 : Le demandeur d'une carte de dérogation répond des éventuels coûts liés à l'utilisation de technologie lors de la délivrance et de l'utilisation de la carte de dérogation.

Article 24 : La commune et/ou l'Agence n'est pas tenue de relancer les titulaires quant à l'expiration prochaine de la validité de leur carte. Ceci est de leur responsabilité. Ils ne pourront en aucun cas se retourner contre l'autorité communale en cas d'oubli.

Article 25 : Toute demande de renouvellement peut être introduite auprès de la commune au plus tôt 49 jours ouvrables avant l'expiration de la précédente.

Article 26 : Les documents listés pour l'obtention de chaque type de carte ne sont indiqués qu'à titre informatif et de manière non-exhaustive. Le demandeur est toujours tenu de se référer au formulaire de demande de la carte souhaitée.

Article 27 : Dès que le bénéficiaire d'une carte de dérogation ne remplit plus les conditions d'octroi, il en informe la commune, en restituant la carte s'il s'agit d'une carte physique comme imposé par l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement.

Article 28 : Le montant de la première année reste dû intégralement. Le montant de la redevance qui est supérieur à la première année est, le cas échéant, remboursé à concurrence des mois entiers encore restants pendant lesquels la carte d'exemption n'a pas été utilisée.

Article 29 : Dans le cas d'une carte physique ou d'une carte virtuelle, la commune et/ou l'Agence annule de plein droit les cartes de dérogation pour lesquelles une modification des conditions du demandeur est intervenue de telle sorte qu'il ne répond plus aux critères d'octroi.

Article 30 : En cas de changement du plan reprenant les mailles de stationnement ou les secteurs de stationnement fixes, les cartes de dérogation concernées seront remplacées dès la date d'entrée en vigueur de la nouvelle carte.

Dans l'objectif d'une coordination optimale et d'une gestion rationnelle, notamment dans le cadre du projet de sectorisation régionale, les cartes de dérogation d'autres communes peuvent, le cas échéant être reconnues sur le territoire de la commune.

## Section 2.- Carte de dérogation « riverain »

### Sous-section 1.- Bénéficiaires

Article 31 : Peuvent bénéficier de la carte « riverain » :

- Les personnes inscrites au registre de la population ou au registre d'attente de la commune d'Auderghem ;
- Les personnes domiciliés dans la commune dont le véhicule est immatriculé à l'étranger, pendant la période de demande d'une immatriculation belge.
- Toute personne résidant à la commune et possédant un véhicule immatriculé à l'étranger doit le faire immatriculer en Belgique à l'exception des 5 cas énumérés par l'article 3 de l'Arrêté royal du 20 juillet 2001. Si la personne est dispensée d'inscription, il est tenu compte des attestations délivrées par le Service Public Fédéral de l'Intérieur, Office des Étrangers ; le Service Public Fédéral des Affaires Étrangères, le Service du Protocole, ou une Ambassade ou un Consulat pour lequel la personne travaille ;
- Les personnes qui ont un second lieu de résidence dans la commune d'Auderghem ;
- Les personnes inscrites au registre de la population ou au registre d'attente de la commune d'Auderghem et qui ont un besoin spécifique de stationnement dans le cadre d'un système de partage de voiture pour les particuliers reconnu par l'Administration. Le véhicule est partagé par au moins trois particuliers, dont deux au moins sont domiciliés dans une ou plusieurs communes de la Région de Bruxelles-Capitale différentes.

Article 32 : Dans tous les cas énumérés à l'article 31, ne peuvent bénéficier de la carte de dérogation « riverain », que les personnes dont leur domicile ou leur second lieu de résidence se trouve en zone réglementée « bleue ».

### Sous-section 2.- Nombre de cartes par ménage

Article 33 : Le nombre de cartes par ménage est limité à 2.

### Sous-section 3.- Prix et durée de validité de la carte « riverain »

Article 34 : Les prix et les durées de validité sont déterminés de la manière suivante :

- Première carte de dérogation du ménage : 10 euros par an ou 20 euros pour deux ans;
- Deuxième carte de dérogation du ménage : 50 euros par an ou 100 euros pour deux ans ;
- Pour les personnes ayant une résidence secondaire, une et une seule carte peut être délivrée pour : 250 euros pour 12 mois.
- En cas de changement d'immatriculation étrangère en immatriculation belge : tarif en fonction du nombre de cartes dans le ménage. Dans ce cas, la durée de validité de la carte est limitée à 3 mois dans un premier temps. Dans un second temps, la validité de la carte est prolongée de 9 mois en cas de changement effectif de l'immatriculation étrangère en immatriculation belge.
- Pour les véhicules partagés entre particuliers, le tarif est fonction du nombre de carte du ménage et des tarifs prévu par la commune pour le(s) secteur(s) pour lequel(s) la carte de dérogation est demandée

### Sous-section 4.- Types de zone dans lesquels la carte de dérogation est valable

Article 35 : La carte de dérogation « riverain » est valable en zone bleues.

### Sous-section 5.- Validité sectorielle

Article 36 : Les titulaires de la carte de riverain ne sont autorisés à stationner leur véhicule que dans les limites du secteur qui leur est assigné.

## Sous-section 6.- Documents à fournir pour l'obtention de la carte de dérogation

Article 37 : Le demandeur doit produire les documents suivants:

- la carte d'immatriculation du véhicule auprès de la DIV.
- la preuve que le véhicule est immatriculé à son nom ou qu'il en dispose de façon permanente, s'il n'en est le propriétaire.
- pour un véhicule en leasing : fournir la preuve de ce leasing qui doit mentionner d'une manière explicite le nom du demandeur
- pour les véhicules de société : l'attestation de la société stipulant que le demandeur en est le seul utilisateur.
- pour le véhicule d'une tierce personne, le demandeur doit obligatoirement présenter une copie de la police d'assurance sur laquelle il sera mentionné qu'il est le conducteur principal du véhicule.
- la carte d'identité ou une procuration avec la carte d'identité du demandeur dans le cas où celui-ci ne se présente pas en personne.

Il n'existe pas de modèle spécifique de procuration. Les données qui doivent y figurer sont le nom et le prénom de la personne qui vient en lieu et place du demandeur de la carte de riverain ainsi que la mention du document requis (ici la carte riverain). La copie de la carte d'identité du demandeur doit être bien lisible.

Tout habitant de la commune, possédant déjà une carte de riverain pour un véhicule de base, peut demander une carte temporaire gratuite dans le cadre d'un véhicule de remplacement.

La durée octroyée sera déterminée au cas par cas, en fonction de la durée de remplacement – prouvée par un document – du véhicule de base et ne pourra dépasser la durée de validité de la carte initiale.

Aussi longtemps que la carte de dérogation n'a pas été accordée, aucun usager ne pourra se prévaloir de quelque droit que ce soit, lié à celle-ci.

## Section 3.- Carte de dérogation « professionnel »

### Sous-section 1.- Bénéficiaires

Article 38 : Sont concernés par ce type de carte :

- Les entreprises et indépendants : la commune octroie un maximum de 2 cartes de dérogation « professionnel » par entité économique ;
- Les établissements d'enseignement : la commune octroie un maximum de 2 cartes de dérogation « professionnel » par unité d'établissement ;
- Les membres du personnel des zones de police : la commune octroie un maximum de 2 cartes de dérogation « professionnel » par zone de police.

Article 39 : Dans tous les cas énumérés à l'article 38, ne peuvent bénéficier d'une carte de dérogation que les demandeurs dont le siège social, lieu d'exploitation, l'établissement d'enseignement ou la zone de police se trouve en zone réglementée bleue.

### Sous-section 2.- Prix

Article 40 : Les prix des cartes pour les entreprises et indépendants est de 200 euros par an pour chacune des cartes.

Article 41 : Le prix de la carte pour les établissements d'enseignement est 200 euros/an par secteur.

Article 42 : Le prix pour les membres du personnel des zones de police : 200 euros/an par secteur.

### Sous-section 3.- Prix - Modalités particulières relatives aux services de Police et aux établissements d'enseignement

Article 43 : Lorsque le membre du personnel est actif comme agent dans plusieurs commissariats, la carte de dérogation est valable pour les différents secteurs de stationnement dans lesquels les commissariats sont situés. Dans ce cas, le bénéficiaire paie le prix de la carte de dérogation pour chaque secteur demandé. Le prix de la carte peut varier en fonction des tarifs pratiqués par les communes dans lesquelles la carte de

dérogation est valable.

Article 44 : Lorsque le membre du personnel d'un établissement d'enseignement est actif dans plusieurs écoles, la carte de dérogation est valable pour les différents secteurs de stationnement dans lesquels les écoles sont situées. Dans ce cas, le bénéficiaire paie le prix de la carte de dérogation pour chaque secteur demandé. Le prix de la carte peut varier en fonction des tarifs pratiqués par les communes dans lesquelles la carte de dérogation est valable.

Sous-section 4.- Types de zone dans lesquels la carte de dérogation est valable

Article 45 : La carte de dérogation « professionnel » est valable en zones bleues.

Sous-section 5.- Validité sectorielle

Article 46 : Les titulaires de cette carte de dérogation ne sont autorisés à stationner leur véhicule que dans les limites du (des) secteur(s) qui leur est (sont) assigné(s).

Sous-section 6.- Introduction de la demande

Article 47 : L'entreprise, l'établissement d'enseignement ou la zone de police désigne un responsable unique pour retirer les cartes de dérogation auprès de la commune.

Article 48 : L'entreprise, l'établissement d'enseignement ou la zone de police distribue les cartes à son personnel selon ses propres règles.

Sous-section 7.- Documents à présenter pour l'obtention de la carte de dérogation

Article 49 : La liste des documents à fournir est repris sur le formulaire de demande de la carte de dérogation

Article 50 : Dans tous les cas, la demande de carte de dérogation « professionnel » doit être accompagnée, selon le cas, soit d'un plan de déplacement scolaire ou d'entreprises, soit d'un équivalent approuvé.

Section 4.- Carte de dérogation « Visiteur »

Sous-section 1.- Bénéficiaire

Article 51 : Peuvent bénéficier de la carte de dérogation « visiteur » le(s) visiteur(s) d'un ménage. La carte est toujours délivrée au ménage bruxellois exclusivement, pour ses visiteurs.

Sous-section 2.- Prix

Article 52 : Le prix de la carte de dérogation est 2,5 euros par véhicule par période de 4 heures 30 minutes.

Sous-section 3.- Nombre de période par ménage par an

Article 53 : Le nombre de période de période de stationnement (4h30) qui peut être octroyé par an et par ménage est de maximum 100.

Sous-section 4.- Type de règlementation dans lesquels la carte de dérogation est valable

Article 54 : La carte de dérogation « visiteur » est valable en zones bleues.

Sous-section 5.- Validité sectorielle

Article 55 : La carte « visiteur » est valable dans les limites du secteur de stationnement qui lui est assigné.

Article 56 : Les ménages qui disposent d'une carte de dérogation « riverain » pour la commune d'Auderghem reçoivent le même secteur de stationnement que celui de leur carte « riverain ».

Sous-section 6.- Documents à présenter pour l'obtention de la carte de dérogation

Article 57 : Le demandeur doit produire les documents suivants :

- la carte d'immatriculation du véhicule auprès de la DIV.
- une copie de la carte d'identité de la personne domiciliée sur le territoire de la commune.

Cette liste est à titre informatif et n'est pas exhaustive.

#### CHAPITRE IV.- CARTES DE DÉROGATION DÉLIVRÉES EXCLUSIVEMENT PAR L'AGENCE DU STATIONNEMENT

Article 58 : Les cartes de dérogation « prestataire de soins médicaux urgents », « prestataire de soins médicaux à domicile », « voiture partagée » et la carte « professionnel » (cas spécifiquement prévu à l'art.

84, § 1, 2°, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation) sont délivrées par l'Agence du stationnement selon les modalités et aux conditions déterminées par l'autorité administrative compétente.

#### CHAPITRE V.- CARTE DE DÉROGATION DÉLIVRÉE PAR LE SPF SÉCURITÉ SOCIALE

Article 59 : La carte européenne de stationnement pour personnes handicapées tient lieu de carte de dérogation.

Article 60 : Elle est valable dans tous les secteurs de stationnement fixés par la Région en zones rouges, oranges, grises, bleues, vertes et « évènement ».

#### TITRE IV.- DISPOSITION FINALE

Article 61 : Le règlement adapté entrera en vigueur le cinquième jour qui suit le jour de sa publication.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Jean-Claude Vitoux

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 01 décembre 2017

Le Secrétaire communal,  
Par délégation,  
Le chef de service

Le Bourgmestre f.f.,  
Par délégation,

Cédric Schluëppmann

Bruno Collard





**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**  
**GEMEENTE OUDERGEM**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

**Aanwezig**

Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter* ;  
Christophe Magdalijs, *Burgemeester d.d.* ;  
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, *Schepenen* ;  
Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Marc Vandame, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Valérie Schneider, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Valérie Cops, *Schepen* ;  
Véronique Artus, Didier Molders, Suat Kuraoglu, André Decourrière, Iliassou Amadou Moumouni, *Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 30.11.17**

---

**#Onderwerp : Wijziging van Reglement-Retributie houdende het gemeentelijk beleid inzake parkeren in de openbare ruimte.#**

---

Openbare zitting

**Mobiliteit**

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder de artikelen 117;

Gelet op de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer;

Gelet op de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, gewijzigd door de ordonnantie van 20 juli 2016;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens, gewijzigd door de ordonnantie van 20 juli 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de Wegcode);

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van voorbehouden parkeerplaatsen aan operatoren van gedeelde motorvoertuigen;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 inzake parkeerkaarten voor personen met een handicap;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen:

**BESLUIT:**

Het reglement-retributie van 19 december 2013 te wijzigen als volgt:

**Reglement betreffende het gemeentelijk parkeerbeleid****TITLE I.- ALGEMENE BEPALINGEN****HOOFDSTUK I.- TOEPASSINGSGEBIED VAN HET GEMEENTELIJK PARKEERBELEID**

Artikel 1: Dit reglement is van toepassing op elk motorvoertuig.

Artikel 2: Het reglement is van toepassing op elke openbare weg en elke openbare plaats in de zin van de wet op het verkeer en in de zin van de Wegcode.

**HOOFDSTUK II.- DEFINITIES**

Artikel 3: Voor de toepassing van dit reglement verstaat men onder:

1° Administratie: Brussel Mobiliteit.

2° Parkeeragentschap: het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gedefinieerd in Hoofdstuk VI van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap.

3° Vrijstellingskaarten: de vrijstellingskaarten bedoeld door de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, en haar uitvoeringsbesluiten, waarbij de vrijstellingskaarten "materieel" of "virtueel" kunnen zijn.

4° Parkeerschijf: de parkeerschijf zoals bedoeld in artikel 27.1.1. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en bepaald in artikel 1 van het ministerieel besluit van 1 december 1975 tot vaststelling van de kenmerken van bepaalde schijven, bebakeningen en platen die voorgeschreven zijn door het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.

5° Bedrijven en zelfstandigen: de persoon of het bedrijf met zijn maatschappelijke of exploitatiezetel in een van de 19 Brusselse gemeenten. Met "persoon" wordt hier de beoefenaar van een vrij beroep of zelfstandige bedoeld. Met "bedrijf" wordt verwezen naar elke rechtspersoon, ongeacht zijn statuut.

6° Onderwijsinstelling: elke instelling, georganiseerd, erkend of gesubsidieerd door een gemeenschap en publieke kinderdagverblijven of kinderdagverblijven die inkomensgerelateerde tarieven hanteren, gevestigd in een van de 19 Brusselse gemeenten.

7° Gezin: het gezin wordt gevormd door hetzij een gewoonlijk alleen levend persoon, hetzij door twee of meer personen die, al dan niet verbonden door verwantschap, dezelfde hoofdverblijfplaats delen. De gezinssamenstelling wordt aangetoond door een attest samenstelling gezin.

8° Parkeerperiode: periode van 4 uur en 30 minuten die begint te lopen vanaf de aflevering van de uitnodiging tot betaling van een forfaitaire retributie. Die duur wordt behouden zelfs in het geval van een uitbreiding of beperking van de betalende periode.

9° Parkeersektor en deelsektor: de geografische zone die de grenzen afbakt waarbinnen de vrijstellingskaart geldig is.

10° Gedeelde voertuigen: de voertuigen van autodeeloperatoren in de zin van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van voorbehouden parkeerplaatsen aan operatoren van gedeelde motorvoertuigen, en de latere wijzigingen daarvan.

11° Zones : alle straten waarin een specifiek parkeerreglement van toepassing is en waarvan het begin of de toegang alsook het einde aangegeven worden door een teken waaraan de zonale geldigheid werd toegekend zoals voorzien in artikel 65.5 van de wegcode.

Herinneringen zijn niet verplicht en moeten uitzonderlijk blijven opdat hun vereenvoudiging niet zou leiden tot hetzelfde aantal signalen als het klassieke systeem waar ze aan alle kruispunten worden herhaald.

12° Blauwe zone: zone waarin, behoudens uitzonderingen, elke gebruiker van een parkeerplaats moet de beperkte parkeerperiode moet naleven door middel van een parkeerschijf in overeenstemming met artikel 27 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg, op straffe van de parkeer retributie voorzien in artikel 6.

13° Retributie: bedrag verschuldigd voor het gebruik van een parkeerplaats langer dan de tijd die nodig is voor het in- of uitstappen van personen of voor het laden of lossen van zaken in de zin van artikel 2.23 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende het algemeen reglement op de politie over het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg.

14° Politiezone: een van de zes zones van de lokale politie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat verschillende gemeenten omvat.

15° Tweede verblijfplaats of tweede verblijf : een tweede verblijf op het grondgebied van de gemeente waarvoor de eigenaar de gemeentebelasting op tweede verblijven betaalt.

## TITLE II.- GEREGLEMENTEERDE ZONES

### HOOFDSTUK I.- SOORTEN ZONES

#### Afdeling 1.- Blauwe zone

##### Onderafdeling 1.- Duur

Artikel 4: De toegelaten parkeertijd is beperkt tot 2 uur van maandag tot en met zaterdag, tenzij speciale voorwaarden die op de bewegwijzering worden aangegeven.

##### Onderafdeling 2.- Bedrag

Artikel 5: Parkeren in een blauwe zone is gratis voor de duur van de toegelaten parkeertijd en mits gebruik van een parkeerschijf.

Artikel 6: De forfaitaire retributie in geval van afwezigheid van een geldige vrijstellingskaart voor dit zonetype en/of deze parkeersector, van de blauwe schijf en/of overschrijding van de duur toegelaten door de blauwe schijf of ook van een foutief gebruik van de blauwe schijf bedraagt 25 euro per parkeerperiode.

#### Afdeling 2.- Leveringszone

##### Onderafdeling 1.- Bedrag

Artikel 7: De forfaitaire retributie voor parkeren in dit soort zone bedraagt 100 euro per parkeerperiode.

##### Onderafdeling 2.- Uurregeling

Artikel 8: De reglementering van de leveringszone wordt toegepast volgens de modaliteiten aangegeven op de verkeerstekens.

#### Afdeling 3.- De zone “voorbehouden parkeerplaats”

##### Onderafdeling 1.- Bedrag

Artikel 9: De forfaitaire retributie zonder plaatsing van de voor die zone passende vrijstellingskaart bedraagt 25 euro per parkeerperiode.

#### Afdeling 4.- “Kiss & Ride”-zone

##### Onderafdeling 1.- Duur

Artikel 10: De maximaal toegelaten parkeertijd is die aangegeven op de hiervoor voorziene verkeerstekens.

##### Onderafdeling 2.- Bedrag

Artikel 11: De forfaitaire retributie in geval van overschrijding van de tijd vermeld op de hiervoor voorziene wegsignalisatie bedraagt 100 euro per parkeerperiode.

### HOOFDSTUK II.- INNINGSPROCEDURE

Artikel 12: De forfaitaire retributie moet worden betaald binnen de vijf dagen te rekenen vanaf het verzoek tot betaling.

Artikel 13: Indien binnen die termijn het gehele bedrag niet werd betaald, wordt een kosteloze eerste

herinnering verzonden.

Artikel 14: Indien een tweede herinnering nodig is, wordt de retributie vermeerderd met 15 euro.

Artikel 15: Bij blijvende wanbetaling zal de retributie worden geïnd langs burgerrechtelijke weg.

Artikel 16: De kosten, rechten en gemaakte uitgaven tijdens alle fases van inning van de verschuldigde bedragen zijn ten laste van de schuldenaar.

Artikel 17: In overeenstemming met artikel 17 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens is de retributie verschuldigd door de houder van de nummerplaat.

Artikel 18: Het College van Burgemeester en Schepenen is bevoegd om klachten van burgers te horen.

### TITLE III.- VRIJSTELLINGSKAARTEN

#### HOOFDSTUK I.- VRIJSTELLINGSKAARTEN UITGEREIKT DOOR DE GEMEENTE

##### Afdeling 1.- Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 19: De hieronder vermelde vrijstellingskaarten kunnen op aanvraag worden toegekend door de gemeente. De gemeente heeft evenwel de mogelijkheid om het aantal geldige vrijstellingskaarten op haar grondgebied te beperken.

Artikel 20: De vrijstellingskaart zal pas worden toegekend na eenmalige betaling van het integrale bedrag en voor zover de aanvrager voldoet aan alle toekenningsvoorwaarden en het bewijs daarvan heeft bezorgd. In elk geval zijn de vrijstellingskaarten pas geldig vanaf de dag volgend op de dag van hun registratie.

Artikel 21: De vrijstellingskaart is slechts geldig voor de kentekenplaat en de sector(en) die werd(en) toegekend bij de registratie.

Artikel 22: Een wijziging van de kentekenplaat gedurende de geldigheidsperiode van de kaart kan slechts worden verkregen na onderzoek van de bijzondere omstandigheden die deze wijziging rechtvaardigen. In voorkomend geval moet de begunstigde van de vrijstellingskaart de gemeente onmiddellijk op de hoogte stellen van de wijziging.

Artikel 23: De aanvrager van een vrijstellingskaart draagt de eventuele kosten die verbonden zijn aan het gebruik van technologie bij de uitreiking en het gebruik van de vrijstellingskaart.

Artikel 24: De gemeente en/of het Agentschap is niet verplicht om de houders ervan op de hoogte te brengen dat de geldigheidsduur van hun kaart bijna verstreken is. Dit is hun eigen verantwoordelijkheid. In geval van vergetelheid kunnen zij zich in geen geval tegen de gemeentelijke overheid keren.

Artikel 25: Iedere aanvraag voor verlenging moet bij de gemeente worden ingediend uiterlijk 49 werkdagen voordat de vorige geldigheidsperiode verstreken is.

Artikel 26: De lijst van documenten om elk type kaart te verkrijgen, is alleen ter informatie en niet-uitputtend. De aanvrager moet zich steeds baseren op het aanvraagformulier voor de gewenste kaart.

Artikel 27: Zodra de begunstigde van een vrijstellingskaart niet meer aan de toekenningsvoorwaarden voldoet, moet hij de gemeente daarvan op de hoogte brengen door de kaart terug te geven indien het om een materiële kaart gaat zoals opgelegd door het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart.

Artikel 28: Het bedrag voor het eerste jaar blijft integraal verschuldigd. Het bedrag van de retributie bovenop dit bedrag voor het eerste jaar wordt, in voorkomend geval, terugbetaald ten belope van de nog resterende volledige maanden waarin de vrijstellingskaart niet werd gebruikt.

Artikel 29: Zowel voor materiële als virtuele kaarten annuleert de gemeente en/of het Agentschap van rechtswege de vrijstellingskaarten waarvoor de voorwaarden van de aanvrager zodanig zijn gewijzigd dat hij niet langer voldoet aan de toekenningsvoorwaarden.

Artikel 30: In geval het plan met de deelsectoren voor parkeren of de vaste parkeersectoren wordt gewijzigd,

zullen de betreffende vrijstellingskaarten worden vervangen vanaf de datum dat de nieuwe kaart van kracht wordt.

In het kader van een optimale coördinatie en een rationeel beheer, inzonderheid in het kader van het project voor sectorindeling van het gewest, kunnen de vrijstellingskaarten van andere gemeenten, in voorkomend geval worden erkend op het grondgebied van de gemeente.

## Afdeling 2.- Vrijstellingskaart "buurtbewoner"

### Onderafdeling 1.- Begunstigden

Artikel 31: Kunnen genieten van de "bewonerskaart":

- Personen ingeschreven in het bevolkingsregister of wachtregister van de betreffende gemeente;
- Personen die gedomicilieerd zijn in de gemeente en die over een voertuig beschikken dat is ingeschreven in het buitenland, gedurende de periode van aanvraag van een Belgische inschrijving;
- Elke persoon die in België verblijft en die over een voertuig beschikt dat is ingeschreven in het buitenland, moet dit laten inschrijven in België binnen met uitzondering van de 5 gevallen opgesomd in artikel 3 van het Koninklijk Besluit van 20 juli 2001.
- Personen die een tweede verblijfplaats hebben in de betreffende gemeente;
- Personen die gedomicilieerd zijn op het grondgebied van de betreffende gemeente van Oudergem en die een specifieke parkeerbehoefte hebben in het kader van een door de Administratie erkend autodeelsysteem voor particulieren. Het voertuig wordt gedeeld door minstens drie particulieren, waarvan er minstens twee gedomicilieerd zijn in een of meer verschillende gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 32: In de in artikel 31 bedoelde gevallen kan een vrijstelling kaart "bewoner" allen worden verleend aan personen die hun woonplaats of hun tweede woonplaats in een reglementeerde "blauwe" zone hebben.

### Onderafdeling 2.- Aantal kaarten per gezin

Artikel 33: Het aantal kaarten per gezin is beperkt tot 2.

### Onderafdeling 3.- Prijs en geldigheidsduur van de "bewonerskaart"

Artikel 34: De prijs en geldigheidsduur worden als volgt bepaald:

- Eerste vrijstellingskaart voor het gezin: 10 euro per jaar of 20 euro voor twee jaar;
- Tweede vrijstellingskaart voor het gezin: 50 euro per jaar of 100 euro voor twee jaar;
- Voor personen met een tweede verblijf kan slechts één kaart worden uitgereikt voor: 250 euro voor 12 maanden;
- In geval van wijziging van buitenlandse inschrijving in Belgische inschrijving: tarief afhankelijk van het aantal kaarten in het gezin. In dit geval, in de eerste tijd is de geldigheidsduur van de kaart beperkt op drie maanden. In tweede tijd zal de geldigheidsduur verlengd worden van 9 maanden in het geval dat daadwerkelijke wijziging van de buitenlandse registratie in Belgische registratie.
- Het tarief voor voertuigen gedeeld door particulieren hangt af van het aantal kaarten in het gezin en van de tarieven die de gemeente heeft bepaald voor de sector(en) waarvoor de vrijstellingskaart wordt aangevraagd.

### Onderafdeling 4.- Soorten zones waarin de vrijstellingskaart geldig is

Artikel 35: De vrijstellingskaart "buurtbewoner" is geldig binnen de blauwe zones.

### Onderafdeling 5.- Sectoren waarin de kaart geldig is

Artikel 36: De houders van een bewonerskaart mogen hun voertuig alleen parkeren binnen de grenzen van de sector die hen werd toegewezen.

### Onderafdeling 6.- Documenten die moeten worden voorgelegd voor het verkrijgen van een vrijstellingskaart

Artikel 37: De aanvrager moet volgende documenten voorleggen:

- het inschrijvingsbewijs van het voertuig bij de DIV.
- het bewijs dat het voertuig is ingeschreven op zijn naam of dat hij er permanent over kan beschikken als hij

niet de eigenaar is.

- voor een leasingvoertuig: het bewijs van leasing dat de naam van de aanvrager uitdrukkelijk moet vermelden.
- voor bedrijfsvoertuigen: een attest van het bedrijf dat aantoont dat de aanvrager de enige gebruiker is.
- voor een voertuig op naam van een derde persoon, moet de aanvrager verplicht een kopie voorleggen van de verzekeringspolis waarop is vermeld dat hij de hoofdbestuurder van het voertuig is.
- de identiteitskaart, of een volmacht met de identiteitskaart van de aanvrager in het geval deze zich niet persoonlijk aanbiedt.

Er bestaat geen specifiek volmachtmodel. De gegevens die erop vermeld moeten staan zijn de naam en voornaam van de persoon die in de plaats komt van de aanvrager van de bewonerskaart alsook de vermelding van het vereiste document (hier bewonerskaart). De kopie van de identiteitskaart van de aanvrager met goed leesbaar zijn.

Elke inwoner van de gemeente die al over een bewonerskaart beschikt voor een basisvoertuig, kan gratis een tijdelijke kaart aanvragen in het kader van een vervangwagen.

De toegestane duur zal per geval vastgelegd worden, in functie van de duur van de vervanging – aangetoond door een document van het basisvoertuig – en zal de geldigheidsduur van oorspronkelijke kaart niet mogen overschrijden.

Zolang de vrijstellingskaart niet is toegekend, zal geen enkele gebruiker zich kunnen beroepen op enig recht, hieraan verbonden.

### Afdeling 3.- Vrijstellingskaart « professioneel »

#### Onderafdeling 1.- Begunstigden

Artikel 38: Komen in aanmerking voor dit type kaart:

- Bedrijven en zelfstandigen: de gemeente verleent maximaal 2 vrijstellingskaarten “professioneel” per economische eenheid.
- Onderwijsinstellingen: de gemeente verleent maximaal 2 vrijstellingskaarten “professioneel” per eenheid van onderwijsinstellingen.
- Personeelsleden van de politiezones: de gemeente verleent maximaal 2 vrijstellingskaarten “professioneel” per politiekezone.

Artikel 39: In de in artikel 38 bedoelde gevallen, kan een vrijstellingskaart alleen worden verleend aan aanvragers die hun hoofdkantoor, vestigingsplaats, onderwijsinstelling of politiekezone in een reglementeerde “blauwe” zone hebben.

#### Onderafdeling 2.- Prijs

Artikel 40: De prijzen voor de kaarten voor bedrijven en zelfstandigen bedragen 200 euro/jaar en voor elk kaart.

Artikel 41: De prijs van de kaart voor onderwijsinstellingen bedraagt 200 euro/jaar per sector.

Artikel 42: De prijs voor de personeelsleden van de politiezones: 200 euro/jaar per sector.

#### Onderafdeling 3.- Prijzen - Bijzondere modaliteiten betreffende de politiediensten en de onderwijsinstellingen

Artikel 43: Wanneer het personeelslid werkzaam is als agent in meerdere commissariaten, is de vrijstellingskaart geldig voor de verschillende parkeersectoren waarin de commissariaten gelegen zijn. In dat geval betaalt de begunstigde de prijs van de vrijstellingskaart voor elke gevraagde sector. De prijs van de kaart kan variëren volgens de tarieven die worden gehanteerd door de gemeenten waarin de vrijstellingskaart geldig is.

Artikel 44: Wanneer het personeelslid van een onderwijsinstelling werkzaam is in meerdere scholen, is de vrijstellingskaart geldig voor de verschillende parkeersectoren waarin de scholen gelegen zijn. In dat geval

betaalt de begunstigde de prijs van de vrijstellingskaart voor elke gevraagde sector. De prijs van de kaart kan variëren volgens de tarieven die worden gehanteerd door de gemeenten waarin de vrijstellingskaart geldig is.

Onderafdeling 4.- Soorten zones waarin de vrijstellingskaart geldig is

Artikel 45: De vrijstellingskaart "professioneel" is geldig in de blauwe zones.

Onderafdeling 5.- Sectoren waarin de kaart geldig is

Artikel 46: De houders van die vrijstellingskaart mogen hun voertuig alleen parkeren binnen de grenzen van de sector(en) die hen werd(en) toegewezen.

Onderafdeling 6.- Indiening van de aanvraag

Artikel 47: Het bedrijf, de onderwijsinstelling of de politiezone stelt één verantwoordelijke aan om de vrijstellingskaarten af te halen bij de gemeente.

Artikel 48: Het bedrijf, de onderwijsinstelling of de politiezone verdeelt de kaart onder het personeel volgens zijn eigen regels.

Onderafdeling 7.- Documenten die moeten worden voorgelegd voor het verkrijgen van de vrijstellingskaart

Artikel 49: De lijst van te bezorgen documenten staat op het aanvraagformulier voor de vrijstellingskaart.

Artikel 50: In elk geval moet de aanvraag voor de vrijstellingskaart "professioneel" vergezeld zijn van een scholenvervoerplan of een bedrijfsvervoerplan, naargelang het geval, of een goedgekeurd equivalent daarvan.

Afdeling 4.- Vrijstellingskaart "Bezoeker"

Onderafdeling 1.- Begunstigde

Artikel 51: Kunnen genieten van de vrijstellingskaart "bezoeker", de bezoeker(s) van een gezin. De kaart wordt steeds uitsluitend uitgereikt aan Brusselse gezinnen, voor hun bezoekers.

Onderafdeling 2.- Prijs

Artikel 52: De prijs van de vrijstellingskaart bedraagt [Minimum 2,5] euro per voertuig per periode van 4 uur en 30 minuten.

Onderafdeling 3.- Aantal perioden per gezin per jaar

Artikel 53: Het aantal parkeerperioden (4u30) dat kan worden toegekend per jaar en per gezin bedraagt maximum 100.

Onderafdeling 4.- Soorten reglementering waarin de vrijstellingskaart geldig is

Artikel 54: De vrijstellingskaart "bezoeker" is geldig in de blauwe zones.

Onderafdeling 5.- Sectoren waarin de kaart geldig is

Artikel 55: De kaart "bezoeker" is geldig binnen de grenzen van de parkeersector die eraan werd toegewezen.

Artikel 56: Gezinnen die een vrijstellingskaart "buurtbewoner" hebben voor de gemeente van Oudergem krijgen dezelfde parkeersector toegewezen als die van hun bewonerskaart.

Onderafdeling 6.- Documenten die moeten worden voorgelegd voor het verkrijgen van de vrijstellingskaart

Artikel 57: De aanvrager moet volgende documenten voorleggen:

- het inschrijvingsbewijs van het voertuig bij de DIV;
- een kopie van de identiteitskaart van de persoon die woonachtig is op het grondgebied van de gemeente.

Deze lijst is ter informatie en niet-exhaustief.

**HOOFDSTUK IV.- VRIJSTELLINGSKAARTEN DIE UITSLUITEND DOOR HET PARKEERAGENTSCHAP WORDEN UITGEREIKT**

Artikel 58: De vrijstellingskaarten "zorgverlener van dringende medische hulp", "medische zorgverlener aan huis", "autodelen" en de kaart "professioneel" (geval specifiek voorzien in art. 84, §1, 2° van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerbzones en de

vrijstellingskaarten) worden uitgereikt door het Parkeeragentschap volgens de modaliteiten en voorwaarden zoals vastgelegd door de bevoegde administratieve overheid.

#### HOOFDSTUK V.- VRIJSTELLINGSKAART UITGEREIKT DOOR DE FOD SOCIALE ZEKERHEID

Artikel 59: De Europese parkeerkaart voor personen met een handicap geldt als vrijstellingskaart.

Artikel 60: Die kaart is geldig in alle door het Gewest bepaalde parkeersectoren in de rode, oranje, grijze, blauwe, groene en "evenementen"-zones.

#### TITLE IV.- SLOTBEPALING

Artikel 61: Het aangepaste reglement wordt van kracht op de vijfde dag na de dag van publicatie ervan.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

#### ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Jean-Claude Vitoux

#### VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 01 december 2017

De Gemeentesecretaris,  
Bij opdracht,  
De dienstverantwoordelijke

De Burgemeester d.d.,  
Bij opdracht,

Cédric Schluëppmann

Bruno Collard